

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Sommaire	XIII

ÉTUDES

Les rapports entre juge de droit commun, Cour de justice et Cour constitutionnelle italienne après l'<i>obiter dictum</i> de l'arrêt n° 269/2017 de la Cour constitutionnelle PAR Chiara AMALFITANO	3
I. Le rapport « triangulaire » entre juge de droit commun, Cour de justice et Cour constitutionnelle italienne selon la jurisprudence <i>Granital</i> et la règle dite « de la double question préjudicielle »	3
II. L' <i>obiter dictum</i> de l'arrêt n° 269/2017 et sa relativisation dans les décisions de 2019	5
III. Le système « 269 tempéré » et la double question préjudicielle « naissante »	9
A. L'inexistence d'un ordre rigide de priorité entre le renvoi préjudiciel et le renvoi au juge constitutionnel	9
B. Les rapports entre la Cour constitutionnelle et la Cour de justice	15
IV. Le système « 269 tempéré » en cas d'effet direct déjà reconnu par la Cour de justice	17
A. Le rapport entre devoir d'inapplication et renvoi à la Cour constitutionnelle	17
B. L'opportunité/nécessité d'un renvoi à la Cour constitutionnelle suite à un renvoi préjudiciel	20

L'Union européenne : une entité démocratique ?

PAR Claude BLUMANN 27

I. Quel sens pour la démocratie dans une entité composite ? Une légitimité démocratique morcelée.....	29
A. Une légitimité démocratique initialement oubliée.....	30
B. Une légitimité démocratique partagée.....	33
C. Une légitimité démocratique concurrencée.....	41
II. Une démocratie encore perfectible.....	49
A. Un Parlement européen à conforter.....	50
B. Les instruments de démocratie participative	58
Conclusion.....	65

Le champ d'application de la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

PAR Francis HAUMONT 67

I. La notion de « plan » et de « programme ».....	70
A. Le principe.....	70
B. Le champ territorial.....	71
II. Élaboration, révision, modification d'un plan ou d'un programme.....	72
III. Les plans et programmes visés par la directive.....	72
A. Les plans et programmes spécifiquement visés.....	72
B. Les autres plans.....	84
IV. Les exceptions.....	84
A. Les plans et programmes sans incidences notables	85
B. Les plans et programmes exonérés d'office	88
Conclusions	88

La mise à l'épreuve du droit de l'Union européenne par la Covid-19 : un éclairage sur la gestion de la crise sanitaire par la Commission

PAR Frédérique MICHÉA..... 91

I. Les adaptations du droit de l'Union	93
A. La protection du projet d'intégration de l'Union	94
B. La distorsion des régimes juridiques de droit commun.....	98

II. Les instruments visant à atténuer les effets de la crise sanitaire	101
A. Un foisonnement d'instruments juridiques à la normativité floue.....	101
B. La convergence d'instruments opérationnels au service de la solidarité européenne.....	106
III. Les capacités de réaction de la Commission éprouvées par la crise sanitaire.....	109
A. Un dispositif éminemment complexe de gestion de crise.....	109
B. Les faiblesses du modèle institutionnel d'agenciarisation de l'Union	112

**Le renvoi préjudiciel de l'article 267 TFUE et le renvoi prévu par le protocole
n° 16 à la CEDH**

PAR Bruno NASCIBENE.....	119
--------------------------	-----

I. L'occasion d'une comparaison utile entre « renvois ».....	119
II. Le renvoi à la Cour EDH. Similitudes et différences par rapport au renvoi préjudiciel	120
III. Le dialogue entre juridictions et le concours entre instruments d'intégration	121
IV. La juridiction nationale et la possibilité d'un double renvoi : à la Cour de justice et à la Cour EDH	123
V. Le renvoi préjudiciel et le cadre constitutionnel de garantie des droits de la personne.....	125
VI. L'obligation de renvoi et la possibilité de censure au sens de l'article 6 CEDH pour défaut de motivation	127
VII. Le possible contournement du renvoi préjudiciel. L'obligation de renvoi et la possibilité de censure au sens de l'article 258 TFUE pour manquement	128
VIII. Considérations finales.....	129

**Politique commune de la pêche. La pêche dans les relations
entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit**

PAR José Manuel SOBRINO-HEREDIA	131
---------------------------------------	-----

I. Un cadre provisoire : les relations actuelles en matière de pêche entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.....	134
A. Le secteur de la pêche dans l'accord de retrait	134
B. Le secteur de la pêche pendant la période transitoire	135

II. Un cadre incertain : les relations de pêche dans les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.....	138
A. L'interrelation entre les négociations sur la pêche et les négociations commerciales	138
B. La conclusion d'un accord de pêche ou les relations de pêche sans accord	147

La renaissance des procédures en manquement

PAR Ernő VÁRNAY	155
I. Protection de l'État de droit dans les États membres par l'intermédiaire des procédures en manquement	157
II. L'activisme de la Cour créant une nouvelle sanction pécuniaire	164
III. La mise en œuvre de la procédure en manquement de l'article 259 TFUE ?... ..	168
A. L'affaire <i>Autriche c/ Allemagne</i>	168
B. L'affaire <i>Slovénie c/ Croatie</i>	169
IV. Premier arrêt de la Cour de justice dans le cadre de la procédure de l'article 260, paragraphe 3, TFUE	173
A. L'affaire C-543/17, <i>Commission c/ Belgique</i> (Réseaux à haut débit).. ..	176
B. Sur la méthode de calcul de l'astreinte dans la procédure de l'article 260, paragraphe 3, TFUE.....	178
V. Un autre premier arrêt : manquement judiciaire en tant que manquement d'État	182
A. La politique évolutive de la Commission.....	182
B. La position évolutive de la Cour de justice.....	184
C. Violation de l'obligation de renvoi préjudiciel de l'article 267 TFUE constitutive d'un manquement d'État	186
VI. L'affaire C-416/17, <i>Commission c/ France</i>	186
Conclusions	189

CHRONIQUES**Parlement européen**

PAR Alice GENCO, Janine SILGA ET Lola TONINI ALABISO

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Eleftheria NEFRAMI..... 197

I. Vie institutionnelle.....	197
A. Fonctionnement interne du Parlement européen.....	197
B. Relations interinstitutionnelles.....	199
C. Nominations.....	203
D. Protection des intérêts financiers de l'Union	204
E. Activités budgétaires	206
F. Questions diverses.....	210
II. Non-discrimination et droits fondamentaux dans l'Union européenne	211
A. État de droit et droits fondamentaux dans l'Union européenne.....	211
B. Non-discrimination et égalité des genres.....	215
III. Politiques internes et action extérieure	218
A. Marché intérieur.....	218
B. Agriculture et pêche	229
C. Espace de liberté, de sécurité et de justice	234
D. Transports	247
E. Concurrence.....	249
F. Politique économique et monétaire	250
G. Emploi, politique sociale et citoyenneté	255
H. Éducation, culture et recherche	263
I. Protection de la santé.....	265
J. Politique de cohésion.....	274
K. Politique environnementale	277
L. Politique de l'énergie	280
M. Action extérieure de l'Union.....	281

Conseil européen – Conseil de l’Union

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI 295

I. Dynamiques institutionnelles.....	295
A. La mainmise des Conseils sur la reconfiguration institutionnelle de l’Union	295
B. Le Conseil de l’Union – Les présidences	305
C. L’action des Conseils dans le dénouement du Brexit.....	314
II. Impulsion et conduite des politiques de l’Union	319
A. L’action économique et sociale.....	319
B. Les Conseils et le numérique en 2019 : la fin de l’innocence.....	329
C. La politique énergie-climat.....	339
D. Action extérieure de l’UE.....	349

Commission européenne. Formation de la commission Ursula von der Leyen

PAR Claude BLUMANN..... 359

I. Organisation de la nouvelle Commission	361
A. Structuration politique de la nouvelle Commission	362
B. Structuration interne de la Commission	375
II. Discours et projets : les six priorités	380
A. Priorités au cœur du projet de la Commission.....	381
B. Priorités réaffirmées.....	391

Citoyenneté européenne

PAR Anastasia ILIOPOULOU-PENOT ET Myriam BENLOLO CARABOT..... 401

I. Le retour aux sources ? L’interprétation de l’article 7 de la directive 2004/38.....	402
A. L’arrêt <i>Bajratari</i>	402
B. L’arrêt <i>Tarola</i>	405
C. L’arrêt <i>Daknevičiute</i>	407
II. Le renouveau ? Réflexions autour de l’effectivité.....	409
A. L’arrêt <i>Tjebbes</i>	409
B. L’arrêt <i>TopFit eV</i>	414
C. L’arrêt <i>SM</i>	416

Droits fondamentaux

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIERE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL, Christophe MAUBERNARD

ET Claire VIAL..... 419

I. Retour sur les modalités d'application de la Charte, la clarification au prix de l'effectivité des principes ?.....	420
II. La défense de l'État de droit au sein de l'Union européenne, une réponse globale à une menace globale	425
III. L'avis 1/17 ou le contrôle à géométrie variable de l'autonomie substantielle de l'ordre juridique de l'Union.....	433
IV. La complexité de la fundamentalité dans le domaine de l'asile	437
A. Composition mitigée entre présomption de confiance mutuelle et interdiction des traitements inhumains et dégradants au regard des conditions de vie offertes aux bénéficiaires d'une protection internationale.....	439
B. Apport contrasté des droits fondamentaux en matière de retrait pour raisons d'ordre public des droits inhérents à l'asile	443
V. Mandat d'arrêt européen et coopération judiciaire pénale	446
A. Effets ambivalents des droits fondamentaux à l'égard des compétences de l'autorité judiciaire d'exécution	446
B. Mandat d'arrêt européen et notion d'« autorité judiciaire d'émission » ..	449
VI. La protection des données à caractère personnel : précisions et incertitudes	451
VII. Le respect du droit de propriété, beaucoup plus largement de la Charte et de l'office du juge de l'Union en matière de protection des droits fondamentaux	457
VIII. La directive (UE) 2019/1937 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union	463

Espace de liberté, de sécurité et de justice

SOUS LA RESPONSABILITE DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maitena POELEMANS

AVEC LA PARTICIPATION DE Émilie DESTOMBES, Benoît DUPIN, Elena LOFREDI,

Marion FONTAINE, Marguerite GUIRESSE, Céline TEYSSIER..... 467

I. Les politiques communes	467
A. La politique commune de contrôle aux frontières	467
B. La politique commune d'asile.....	470
C. La politique commune d'immigration	481

II. La coopération judiciaire civile	487
A. Les modifications législatives envisagées dans le domaine de la coopération en matière civile.....	487
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	488
III. Coopération judiciaire en matière pénale	494
A. L'actualité jurisprudentielle	494
B. Rapport 2018 d'Eurojust	510
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	513
A. Le rapport TE-SAT 2019	513
B. Les règlements sur l'interopérabilité des systèmes d'information de l'Union dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et dans le domaine des frontières et des visas	521

Association, partenariat, coopération

PAR Piabié Jean-Baptiste BAKO	531
I. Des négociations du futur accord préparées très en amont par les parties ..	536
A. La préparation des négociations par le groupe des États ACP	536
B. La préparation des négociations par l'Union européenne.....	538
II. La régionalisation du partenariat post-Cotonou au cœur des négociations..	541
A. Une approche nouvelle tournée vers les régions ACP	541
B. Un cadre institutionnel rénové.....	543
C. La question de la cohérence du dispositif relationnel.....	545
III. La dimension politique du partenariat, une question sensible toujours en débat.....	551
A. Les discussions relatives aux clauses de conditionnalité.....	552
B. L'épineuse question migratoire	564
IV. Un financement du partenariat en bouleversement.....	566
A. La budgétisation du Fonds européen de développement en projet....	566
B. La budgétisation du FED, source d'inquiétudes pour les États ACP	570
Conclusion.....	573

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

PAR Catherine SCHNEIDER	575
I. Une approche institutionnelle de la PESC	575
A. De nouveaux acteurs pour la PESC.....	575
B. La Cour de justice et la PESC.....	583
II. Une approche fonctionnelle de la PESC.....	600
A. Les sanctions de l'Union en 2019.....	601
B. Bilan annuel des opérations et missions de gestion de crise.....	609
C. Actualité de la « boîte à outils de l'Europe de la défense » : la CSP, le FEDef et l'EDIDP	617

Droit d'établissement et libre prestation des services

PAR Édouard DUBOUT	625
I. Harmonisation des opérations de mobilité transfrontière des sociétés.....	625
II. Harmonisation du marché intérieur des services	627
A. Commerce numérique : adoption du règlement (UE) 2019/1150	627
B. Recours en annulation : exclusion des services juridiques des procédures de marché public.....	628
III. Contrôle des entraves aux libertés d'établissement et de circulation des services	629
A. Champ du contrôle	629
B. Régime de contrôle.....	636

Libre circulation des capitaux

PAR Flora SICARD	651
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	651
A. Notion de « mouvement de capitaux »	652
B. Échanges visés	654
C. Délimitation au regard d'autres dispositions de droit primaire.....	654
II. Régime de la libre circulation des capitaux	658
A. Restrictions interdites.....	658
B. Justifications admises.....	663
C. Exceptions et mécanismes spécifiquement applicables aux échanges avec les États tiers : clause de gel.....	669

Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises

PAR Linda ARCELIN	673
I. Compétence : critère de la mise en œuvre appliqué à une entente mondiale.....	674
II. Procédure	675
A. Déclenchement des enquêtes	675
B. Auditions et droit à la confrontation.....	680
C. Droit de la défense	681
D. Mesures provisoires	687
III. Ententes anticoncurrentielles	688
A. Infraction unique et continue	688
B. Restrictions par objet ou par effet	697
IV. Abus de position dominante	703
A. Abus tarifaire.....	703
B. Clauses d'exclusivité	704
C. Limitation des ventes transfrontières.....	705
V. Sanctions	706
A. Imputabilité : de la difficulté récurrente de renverser la présomption capitalistique	706
B. Amendes.....	712
VI. Actions en dommages et intérêts	721
A. Réparation par l'Union européenne	721
B. <i>Private enforcement</i>	724

Droit européen des sociétés

PAR Edmond SCHLUMBERGER.....	739
I. Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières, <i>JOUE</i> n° L 321, 12 décembre 2019, p. 1-44.....	740
A. Présentation	740
B. Architecture générale	741
C. Innovations	744
D. Conclusion.....	747

II. Directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés, <i>JOUE</i> , n° L 186, 11 juillet 2019, p. 80-104	748
A. Présentation	748
B. Principales mesures.....	749
III. Directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité, <i>JOUE</i> n° L 172, 26 juin 2019, p. 18-55	750
A. Présentation	750
B. La fragilisation des associés.....	751
C. La responsabilisation des dirigeants.....	752
IV. Règlement (UE) 2019/452 du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, <i>JOUE</i> n° L 79I, 21 mars 2019, p. 1-14	752
V. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne	754
A. CJUE, 14 mars 2019, <i>Vantaan kaupunki c/ Skanska Industrial Solutions e.a.</i> , aff. C/724-17	754
B. CJUE, 11 avril 2019, <i>ZX c/ Ryanair DAC</i> , aff. C-464/18.....	755

Politique commerciale commune

PAR Christine KADDOUS, Laetitia RIENZO ET Elisabet RUIZ CAIRÓ	757
I. Union douanière	758
A. Relations entre le droit douanier et d'autres domaines du droit	758
B. Statut douanier européen des marchandises : des précisions procédurales	763
C. Obligations des États membres en matière de dettes douanières	768
II. Mesures de défense commerciale.....	770
A. Recevabilité d'une question préjudicielle au regard de la condition de l'affectation individuelle d'un importateur de produits soumis à des droits antidumping	771
B. Recevabilité d'un recours en annulation introduit par des producteurs de pays tiers au sujet de droits antidumping au regard de la condition de l'affectation directe	772
C. Portée du contrôle juridictionnel national d'un acte de l'Union et principe de coopération loyale.....	774
D. Effets d'un arrêt en annulation en matière antidumping et application de la règle du parallélisme des formes.....	776

E. Conditions d'application d'un droit antidumping définitif de façon rétroactive	778
F. Changement de statut de la Chine à l'OMC et contrôle de la légalité des règles du droit de l'Union au regard du protocole d'accession de la Chine à l'OMC.....	779
G. Modernisation des règles en matière de droits antidumping et antisubventions.....	783
H. Surcapacité de production dans le secteur de l'acier et mesures de l'Union européenne	786
III. Investissements	789
A. Pratique en matière de conclusion d'accords portant sur les investissements	790
B. Nouveau modèle de règlement des différends en matière de protection des investissements	792
C. Règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements...	793
IV. Développement durable	795
A. Éléments de développement durable intégrés dans les accords internationaux.....	796
B. Mise en œuvre des chapitres « Commerce et développement durable »...	799
C. Consultations avec la Corée du Sud pour non-respect des dispositions en matière de droits des travailleurs	802
V. Appellations d'origine et indications géographiques.....	803
A. Contenu de l'acte de Genève	803
B. Compétence de l'Union européenne pour conclure l'acte de Genève ...	804
VI. Préférences tarifaires et accords commerciaux.....	806
VII. Relations entre l'Union européenne et l'OMC.....	808
A. Amélioration du fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce	808
B. Contre-mesures dans le secteur de l'aviation	814
 Politique agricole commune	
PAR MARC BLANQUET.....	817
I. Cadre général de la PAC.....	818
A. Cadre interne.....	818
B. Cadre international	832
C. Cadre financier.....	838

II. Mesures relatives aux marchés agricoles	843
A. Mesures exceptionnelles	844
B. Régulation des marchés.....	846
C. Bon fonctionnement des marchés	848
III. Développement rural.....	853
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	854
A. Qualité des produits agricoles.....	854
B. Alimentation saine.....	857
C. Engrais	864
D. Bien-être animal.....	866

Droit européen des transports

PAR Vincent CORREIA, Loïc GRARD ET Sébastien MARTIN	869
I. Transports terrestres	871
A. Précisions concernant un certain nombre de conditions tenant à la conduite	873
B. Explications quant aux attributions directes de contrats de transport.....	875
C. Illégalité des aides octroyées par l'autorité organisatrice de la mobilité en Île-de-France.....	877
II. Transport aérien.....	878
A. La protection des droits des passagers du transport aérien	880
B. Les relations aériennes extérieures.....	883
C. Les actes adoptés dans le contexte du Brexit	886
D. Le développement du droit de la sécurité aérienne	887
III. Transport maritime.....	889

Protection de l'environnement

PAR Ludwig KRÄMER.....	893
I. Questions horizontales	893
A. La planification.....	893
B. Le changement climatique.....	898
C. Droits procéduraux.....	900

II. Les secteurs de l'environnement.....	911
A. Biodiversité et conservation de la nature	911
B. Substances et produits.....	915
C. La pollution des eaux.....	919
D. La pollution de l'air.....	921
E. La gestion des déchets.....	923

Énergie

PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER	929
I. Le fonctionnement du marché intérieur.....	933
A. Un marché sécurisé	935
B. Un marché concurrentiel.....	938
C. Un marché interconnecté	954
D. Un marché fiscalisé.....	957
II. La protection de l'environnement.....	962
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	962
B. La promotion de l'efficacité énergétique.....	965
C. Le développement des énergies renouvelables.....	967
III. La coopération internationale.....	970

Droit européen de la consommation

PAR Agnieszka JABLONOWSKA ET Hans-Wolfgang MICKLITZ	971
I. Les contrats de consommation	971
II. Une nouvelle donne pour les consommateurs	972
III. Les services d'intermédiation en ligne	976
IV. La protection des données et les communications électroniques	977
V. Jurisprudence	978
A. La notion de « consommateur »	978
B. Les pratiques commerciales déloyales	979
C. Les clauses abusives.....	981
D. Les droits des passagers.....	983

Santé publique

PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	987
I. Domaines d'actions prioritaires du programme de santé publique	988
A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer à la création de conditions favorables à des modes de vie sains	989
B. La lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé	996
C. Contribuer à des systèmes de santé innovants, efficaces et fiables....	997
D. L'accès à des soins de santé de meilleure qualité et plus sûrs.....	1001
II. De quelques aspects contentieux.....	1004
A. Contentieux lié à la directive 2011/24/UE et reconnaissance mutuelle des prescriptions : l'arrêt <i>VIPA</i>	1004
B. Contentieux pharmaceutique : notion de première autorisation de mise sur le marché pour l'obtention d'un CCP	1006
C. Restrictions à la commercialisation de médicaments génériques : l'arrêt <i>Delfarma</i>	1008

Questions sociales

PAR Sylvie HENNION	1011
I. L'Autorité européenne du travail – Règlement (UE) 2019/1149 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 instituant l'Autorité européenne du travail.....	1012
A. Statut de l'Autorité européenne du travail.....	1014
B. Compétences de l'Autorité européenne du travail	1016
II. Dialogue social – Quand la Commission européenne paralyse le processus conventionnel : Tribunal de l'UE, 24 octobre 2019, <i>EPSU c/ Commission</i> , aff. T-310/18	1021
III. Statut des travailleurs : de la libre circulation à la protection de la vulnérabilité	1025
A. Le concept autonome de « travailleur » dans la libre circulation	1025
B. La vulnérabilité du travailleur : critère transversal de protection des conditions de travail	1028
C. Conditions de travail – La réduction de la vulnérabilité par l'information du travailleur, la conciliation vie privée/vie professionnelle et la protection des lanceurs d'alerte	1034

Politique de cohésion économique, sociale et territoriale

PAR Nathalie RUBIO	1045
I. La poursuite du processus législatif de réforme des instruments financiers de la politique de cohésion	1048
A. Sur la méthode.....	1049
B. Les points de vigilance	1050
II. Le contrôle de la politique de cohésion.....	1051
A. Le contrôle non juridictionnel de la politique de cohésion	1052
B. Le contrôle juridictionnel de la politique de cohésion.....	1054

Droit international privé

SOUS LA DIRECTION DE François MAILHÉ AVEC LA PARTICIPATION DE Yann LEGRAND, Martina MANTOVANI, Vincent RICHARD ET Chloé SUEL	1063
I. Matière civile et commerciale	1065
A. Procédure civile européenne	1065
B. Conflit de lois	1108
II. Matière familiale et patrimoniale de la famille	1115
A. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires.....	1115
B. Droit patrimonial de la famille.....	1122
III. Aspects de droit international privé de la réglementation européenne ...	1127
A. Droit de la propriété intellectuelle.....	1128
B. Droit de la protection des données personnelles.....	1131
C. Libertés de circulation	1141

Chronique financière

PAR Anne-Marie TOURNEPICHE.....	1145
I. Le cadre annuel : l'adoption du dernier budget du CFP 2014-2020	1145
A. Les différentes étapes de la procédure d'adoption du budget 2020 ..	1145
B. Le contenu du budget 2020	1148
II. Le cadre pluriannuel : les laborieuses négociations du cadre financier 2021-2027.....	1150
A. Un contexte particulier	1150
B. Des enjeux essentiels	1151

L'Union économique et monétaire

PAR Francesco MARTUCCI	1157
I. Union monétaire.....	1157
A. La nomination de la présidente de la BCE	1158
B. Une politique monétaire accommodante	1160
C. L'indépendance des BCN au cœur de l'affaire <i>Rimšēvičs</i>	1162
II. Gouvernance économique.....	1171
A. Le semestre européen.....	1172
B. L'interprétation par la Cour du règlement « SEC 2010 »	1177
C. L'avenir de l'UEM.....	1181

Droit de la propriété intellectuelle

PAR Yann BASIRE	1183
I. CJUE, 27 mars 2019, <i>Hartwall</i> , aff. C-578/17, ECLI:EU:C:2019:261	1183
II. CJUE, 14 mars 2019, <i>Textilis</i> , aff. C-21/18, ECLI:EU:C:2019:199.....	1185
III. CJUE, 12 juin 2019, <i>Hansson</i> , aff. C-705/17, ECLI:EU:C:2019:481.....	1187

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	1191
I. RECUEIL DE TEXTES ET DE JURISPRUDENCE.....	1191
II. MANUELS ET TRAITÉS.....	1191
III. THÈSES	1192
IV. MONOGRAPHIES	1193
V. OUVRAGES COLLECTIFS.....	1193
VI. OUVRAGES À CARACTÈRE PÉDAGOGIQUE.....	1193

REVUE DES REVUESSOUS LA RESPONSABILITÉ DE **Fabrice PICOD**COORDINATEUR **Félix ARTUS** 1195

I. TRAITÉS CONSTITUTIFS ET NOUVEAUX TRAITÉS	1198
II. DROIT INSTITUTIONNEL.....	1202
III. DROITS NATIONAUX ET DROITS EUROPÉENS.....	1206
IV. APPARTENANCE À L'UNION (ADHÉSION, RETRAIT).....	1210
V. DROITS FONDAMENTAUX	1212
VI. CITOYENNETÉ EUROPÉENNE	1217
VII. CONTENTIEUX.....	1217
VIII. RELATIONS EXTÉRIEURES	1225
IX. ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE.....	1227
X. LIBERTÉS DE CIRCULATION	1231
XI. FISCALITÉ ET DOUANES.....	1234
XII. CONCURRENCE	1236
XIII. ACTIONS ET POLITIQUES COMMUNES	1239
XIV. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	1243
XV. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.....	1247

Index des noms de personnes.....	1251
----------------------------------	------

Index thématique.....	1255
-----------------------	------

Index de jurisprudence	1283
------------------------------	------